

CONJONCTURE ECONOMIQUE

MARS 2020

La crise sanitaire prend une ampleur sans précédent. L'économie tunisienne en subit, d'ores et déjà, les premières retombées bien que les mesures restrictives de déplacements n'ont été prises que durant la dernière décade de mars et qu'elles ont été accompagnées par d'importantes dispositions budgétaires, monétaires et financières pour en amortir les effets sur l'entreprise et sur les populations les plus exposés.

Ainsi, les données quantitatives disponibles pour les trois premiers mois de 2020, quoique limitées, révèlent, de nouveau, des tensions inflationnistes, une baisse sensible des échanges extérieurs, signe de la contraction de la production et une chute des intentions d'investissement faisant planer, pour l'ensemble de l'année, comme cela est développé dans ce bulletin, la récession, la montée du chômage et d'importantes pressions sur le budget de l'Etat et les équilibre monétaires et financiers. Cela sera, pratiquement, le lot de la plupart des pays de la planète.

Les développements qui suivent explicitent au niveau des principaux indicateurs macro économiques ces appréciations.

1. La production, ébranlée par les restrictions du confinement, serait sérieusement affectée par la baisse de la demande finale.

Les données, à ce stade disponibles, convergent, toutes, vers un tassement de la production de biens et services à fin mars 2020.

Ainsi, les importations des intrants, en tant qu'indicateur de l'activité économique, enregistrent une baisse de 15% pour les trois premiers mois, ce qui correspond, compte tenu de l'appréciation relative du dinar, à une chute de près de 7% en dinars constants par rapport à l'euro.

De leur côté, les exportations de biens, importante composante de la demande extérieure, accusent également un fléchissement important, de l'ordre de 11.2% pour les flux en dinars (soit - 4.6% en dinars constants). La baisse est particulièrement importante au niveau du secteur des textiles et de l'habillement (-18.6%) ainsi qu'au niveau des industries électriques (-15.6%). Et rien ne laisse prévoir, aujourd'hui, un proche redressement de la situation. Les expectatives actuelles s'attendent plutôt à une situation dramatique au niveau d'un important pan de l'économie tunisienne sous l'effet de l'effondrement de la demande extérieure et des sévères restrictions au niveau des déplacements des personnes. C'est le cas, en particulier, du tourisme, des transports, des textiles et de l'habillement ainsi que des industries mécaniques et électriques. Ensemble, ces secteurs, outre leurs effets induits, contribuent à plus du quart de la valeur ajoutée totale des activités marchandes et à près des deux tiers des exportations de biens et services.

Des situations difficiles sont, par ailleurs, attendues, au niveau d'autres secteurs, sous l'effet de la baisse de la demande intérieure, elle-même conséquence du confinement. C'est le cas des activités du commerce de distribution, de la réparation et de la maintenance, des services financiers, du bâtiment et des travaux publics et même de la production de l'électricité de moyenne et haute tension. Ces secteurs réunis contribuent à près de 40% des activités marchandes.

De la sorte, seul un nombre limité d'activités aurait des croissances, pouvant dépasser les estimations initiales à la lumière des nouvelles priorités qu'impose le contexte actuel. Elles se rapportent aux télécoms, aux produits pharmaceutiques et d'hygiène ainsi qu'aux produits alimentaires essentiels. Les unités de production qui s'y rapportent fonctionnent actuellement en plein régime.

C'est pourquoi, les études engagées, à ce stade, convergent vers la contraction de la production en 2020. C'est le cas, en particulier, du FMI qui anticipe pour la Tunisie **une baisse de 4.3%** du PIB, soit une chute plus accentuée par rapport à celle du Maroc (-3.7%) mais plus faible par rapport aux principaux partenaires européens de la Tunisie comme le montre le tableau ci-après.

Prévision 2020	Zone euro	France	Allemagne	Italie
PIB	-7.5%	-7.2%	-7.0%	-9.1%

Une baisse plus accentuée n'est pas, par ailleurs, exclue, à la lumière, notamment de la dernière décision de maintien du confinement total pour deux semaines supplémentaires.

Tout dépendra, en définitive, de la durée et de l'ampleur de la crise non seulement en Tunisie mais aussi dans les principaux pays partenaires compte tenu de l'importance des effets induits des échanges commerciaux et humains sur la production.

2. Le marché de l'emploi, éprouvé par le ralentissement de l'activité depuis 2011, enregistrerait de fortes tensions.

Le marché de l'emploi continue à être tendu, sous-tendant un taux de chômage se stabilisant à un niveau élevé, suivant un taux (15.3% en 2019), dépassant de loin¹ la moyenne mondiale (5.4%) ainsi que celle de la zone euro (7.5%).

2 ^e trimestre	2017	2018	2019
Demande additionnelle	37 000	52 000	27 000
Création d'emplois	40 000	40 000	29 000
Chômage	626 000	638 000	636 000
Taux de chômage	15.3%	15.4%	15.3%

Toutes les indications, à ce stade disponibles, révèlent une forte augmentation des tensions en 2020 en relation avec les perspectives de la récession en Tunisie et dans le monde.

La demande additionnelle augmenterait beaucoup plus que par le passé. Car, à l'accroissement attendu de la population active (de l'ordre de 35 000), s'ajouterait le retour de milliers de tunisiens qui perdraient leur emploi compte tenu des conditions sanitaires ou de travail dans plusieurs pays d'accueil.

En revanche, du côté de l'offre, à part quelques créations en nombre très limité pour des profils bien particuliers dans les secteurs de première ligne en matière de riposte contre le Coronavirus, il faudra s'attendre à d'importantes mises en chômage partiel et/ou à de pertes d'emploi, malgré les dispositions exceptionnelles prises récemment en matière de maintien des contractuels².

Les différentes évaluations des retombées de la crise sur l'emploi concourent, en conséquence, à une forte augmentation du taux de chômage dont le niveau pourrait dépasser le taux record atteint en 2011 soit **18.3%** de la population active.

¹ Source banque mondiale

² Décret-loi du 15 avril 2020

Les mesures annoncées par les autorités publiques en matière de prise en charge du coût du chômage partiel des petites et moyennes entreprises et d'octroi de facilités de financement sont, dans l'ensemble, dans la bonne direction ; encore faudrait-il qu'elles soient mises en œuvre avec la célérité requise pour atténuer, tant soit peu, les menaces pesant sur le potentiel de production et d'emploi du pays. Le renforcement du microcrédit devrait constituer, à cet égard, un important axe d'intervention pour aider à la création de sources de revenus pour les milliers de femmes et d'hommes qui risquent de perdre leur emploi.

3. L'investissement, qui se situait déjà sur un faible palier, subira de plein fouet la crise économique.

Les importations de biens d'équipement, importante composante de l'investissement, baissent de 19.8% (- 14% en euros) laissant préfigurer une forte contraction de la formation brute de capital fixe. Les baisses ont touché de nombreux secteurs en l'occurrence notamment:

- Les générateurs, les pompes, les transformateurs et les turbines :- 33%
- Les camions et les tracteurs : -17%
- Les appareils de télécom, d'informatique et de manutention : -14%

Les expectatives pour le reste de l'année, quoique très incertaines, laissent présager une forte contraction de l'investissement à la lumière :

- De la probable révision à la baisse du budget d'équipement de l'Etat en relation avec le redéploiement attendu des crédits budgétaires pour faire face à la crise induite par le coronavirus.
- De la révision à la baisse des programmes d'investissement des entreprises sous l'effet de la diminution de la demande finale intérieure et extérieure.
- De la forte tendance à la baisse des IDE dans le monde se situant dans une fourchette de -30% à -40% selon les dernières prévisions de la CNUCED³

Certes, les intentions d'investissement dans l'industrie et les services augmentent de 10% environ durant les deux premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019. C'est encourageant même s'il faut relativiser la portée de cette indication sur la dynamique d'investissement étant donné qu'elle porte sur une période limitée, antérieure à la propagation du coronavirus en Tunisie.

4. L'inflation rebondit durant le mois de mars sous l'effet, notamment, des nouvelles contraintes de la situation sanitaire

La tendance à la baisse de l'inflation amorcée en septembre 2019 enregistre, en effet, une inflexion notable en mars en relation avec les perturbations qu'a connu le marché sous l'effet des restrictions des déplacements et de la ruée sur les produits de consommation de première nécessité dans le cadre de la constitution de stocks de sécurité par les familles.

Ainsi, les prix à la consommation augmentent de 0.8% en mars 2020 contre des rythmes plus faibles au cours des deux mois précédents.

Indice des prix	Décembre 2019	Janvier 2020	Février 2020	Mars 2020
Variation mensuelle	0.3	0.6	0.0	0.8
Glissement sur 12 mois	6.1	5.9	5.8	6.2

³ Communication du PNUD du 26 mars 2020

Les produits alimentaires, avec une augmentation de leurs prix de 1.8 pour cent, ont contribué pour près de 0.5 point à la variation mensuelle de mars 2020.

Variation mensuelle	Décembre 2019	Janvier 2020	Février 2020	Mars 2020
alimentation	-0.1	0.8	0.1	1.8
autres	0.4	0.3	-0.1	0.3

La tendance à la hausse des prix pour les prochains mois risque de s'accroître sous l'effet, d'une part, de la baisse de l'offre et des perturbations des circuits de distribution et, d'autre part, des importantes injections de liquidités, souvent sans contrepartie en matière de production à court terme, en Tunisie et dans le monde.

5. La tendance à la baisse des échanges commerciaux s'accroît, sous l'effet de la crise économique

Le commerce extérieur enregistre durant le premier trimestre de 2020 une forte contraction au niveau des deux termes de la balance de plus de 11 pour cent en dinars (soit 4.7% en dinar constant par rapport à l'euro), sous l'effet du ralentissement de l'activité économique en Tunisie et dans le monde.

En dinar constant/ à l'€	2018	2019	2020
Exportations	+11.3%	+2.9%	-4.6%
Importations	-0.3%	+1.2%	-4.8%

Globalement, le déficit de la balance commerciale enregistre une baisse de 12 pour cent (soit près de 460 MDT) au prix cependant d'un important fléchissement de l'activité économique.

Ceci dit, en analysant de près les différentes caractéristiques de la balance commerciale, un certain nombre d'indications significatives méritent d'être relevées compte tenu de leur impact sur le reste de l'année ; les voici :

(1)- Le déficit de la balance énergétique, en dépit d'une tendance à la baisse des prix sur le marché mondial, continue à augmenter. Il représente, désormais, la moitié du déficit commercial contre 35% une année auparavant.

Premier trimestre	2017	2018	2019	2020
Prix moyen du baril en dollars ⁴	53.4	66.8	63.1	50.4
déficit énergétique /déficit global	30.5%	37.8%	35.5%	50.1%

(2)- La balance commerciale des produits alimentaires enregistre un excédent de 175 millions de dinars ayant pour origine principalement l'excellente saison d'huile d'olives. Des exportations portant sur 110 000 tonnes ont pu être réalisées, ce qui a permis, malgré l'effondrement des cours sur les marchés extérieurs, d'enregistrer 632 millions de dinars en augmentation de près de 200 millions de dinars par rapport à la même période de 2019.

Exportation du 1 ^{er} trimestre	2017	2018	2019	2020
En 1000 tonnes	26.4	80.4	48.9	110.1
Prix moyen de la tonne en DT	885	966	909	574

⁴ Source : comité national routier

Une tendance à la baisse, en quantité et en valeur, est par ailleurs enregistrée au niveau des dattes, deuxième poste des exportations alimentaires (respectivement -3% et -6%).

(3)- L'excédent de la balance commerciale dans le cadre du régime off-shore se contracte de près de 750 millions de dinars, (soit -19%) en raison de l'effondrement des exportations du secteur des textiles et de l'habillement et de celui des industries mécaniques et électriques en particulier durant le mois de mars en relation avec les mesures de confinement mises en œuvre en Tunisie et dans le monde.

Evolution par rapport à 2019	2mois 2020	Mars 2020	1 ^{er} trimestre 2020
Textiles et habillement	-4.7%	-45.1%	-18.9%
Produits mécaniques et électriques	-1.3%	-36.6%	-12.9%

(4)- Le commerce extérieur par pays révèle un excédent significatif au niveau de la balance commerciale de la Tunisie avec l'Union Européenne ; ce qui conforte le choix fait en matière de coopération intégrée avec cet espace qui demeure, et de loin, le premier fournisseur et client de notre pays (respectivement 50% et 72%). Il montre aussi que les balances commerciales avec la Chine et la Turquie demeurent fortement déséquilibrées, à l'origine de plus de 54% du déficit commercial global de la Tunisie et de plus de 100% si on exclut l'énergie.

Année 2020	UE	Chine	Turquie
Solde commercial en MDT	+503	-1300	-600
Couverture des importations	107%	3.2%	17.5%

Ceci dit, les perspectives pour le reste de l'année sont, à ce stade, difficiles à appréhender compte tenu des nombreuses incertitudes qui pèsent sur la durée et sur l'ampleur de la crise sanitaire.

Ainsi, la baisse des exportations de biens est appelée à s'amplifier compte tenu des perspectives peu favorables des activités liées à l'aéronautique et à l'automobile dans le monde. La dernière évaluation du FMI table, d'ailleurs, sur une baisse des exportations pour l'ensemble de l'année 2020 de 14.2% aux prix constants. Toutefois le recul prévu pour les importations serait encore beaucoup plus important, de l'ordre 21.6% par rapport à 2019 selon le FMI; ce qui entrainerait une forte contraction du déficit de la balance commerciale de plus de 4 milliards de dinars.

6. La situation de la balance des paiements demeure sous contrôle durant le premier trimestre mais risque d'être plus tendue au cours des prochains mois.

La contraction de la balance commerciale impacte positivement la balance courante des paiements. Le tourisme, par contre, flanche fortement durant le mois de mars dernier. La propagation du Covid19 en Europe et l'arrêt des liaisons aériennes durant la dernière décade du mois ont entraîné, en effet, un renversement brutal de la tendance comme le montre le tableau suivant.

Recettes tourisme en MDT	Janvier	Fevrier	mars	1 ^{er} trimestre
2019	296.7	270.4	320.5	887.6
2020	389.6	333.8	207.3	930.7
Evolution	+31.3%	+23.4%	-35.3%	+4.9%

De la sorte et compte tenu du maintien de la dynamique des transferts de revenus (+ 6% en dinars), une contraction du déficit courant de la balance des paiements de près de 0.5 point de pourcentage a

été enregistrée selon la BCT, ce qui a permis de ramener le taux par rapport au PIB à 1.7% contre 2.2% au cours de la même période de 2019⁵⁵.

Cette détente de la balance des paiements est appelée se consolider selon les dernières prévisions du FMI qui table sur un déficit courant se ramenant à 7.5% du PIB en 2020 contre 8.8% enregistrés en 2019 et 8% estimés initialement en 2020.

Il s'agit là, certes, d'un important éclairage s'appuyant notamment sur la réduction de la facture énergétique et sur une baisse des exportations dans la limite de 14.2%. Il serait, cependant, plus prudent de s'attendre à des tensions plus fortes au niveau de la balance des paiements en relation avec les importantes fragilités qui demeurent sur les plans du tourisme et des industries électriques, secteurs qui risquent, a priori, d'être beaucoup plus affectés par l'effondrement de la demande extérieure en 2020.

7. Le budget de l'Etat, fortement sollicité par les nouvelles urgences, est soumis à de très fortes pressions

Les importantes décisions prises pour faire face à la propagation du Coronavirus auraient d'importantes retombées sur l'équilibre du budget de l'Etat durant l'année 2020. Il en est de même des perspectives de récession et de fléchissement des importations. Un bémol est cependant relevé. Il concerne la réduction attendue des subventions des carburants en relation avec la chute des cours du pétrole sur le marché mondial.

Ainsi, d'importantes moins-values fiscales sont attendues ayant pour origine la baisse de l'activité économique. Le FMI les évalue à 5.2 milliards de dinars compte tenu « de la charge financière des mesures d'urgence pour contrer l'épidémie, de la chute prévisible des recettes de la TVA et des droits de douane et de la baisse des dividendes des entreprises pétrolières liée au contexte mondial de l'énergie».

D'importantes dépenses additionnelles seront, par ailleurs, incontournables. Les mesures prises pour contrer l'épidémie se traduiront selon le FMI par une augmentation des dépenses de l'Etat de 2.1 milliards de dinars, ce qui porterait le déficit budgétaire à 4.3% du PIB en augmentation de 1.3 point de pourcentage par rapport à la loi des finances de 2020, malgré les retombées positives de la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial et les efforts qui seraient déployés en matière de compression et de redéploiement des dépenses.

% du PIB	2017	2018	2019	2020 (LF)
Pression fiscale	21.9	23.2	25.3	25.4
Déficit budgétaire	6.1	4.8	3.5	3.0

Bien que ce schéma paraisse relativement optimiste au regard des nombreuses fragilités qu'il recouvre, notamment au niveau de la couverture des besoins additionnels des entreprises publiques, les ressources extérieures requises pour faire face à l'augmentation du déficit budgétaire seraient de 2.7 milliards de dinars portant le total des besoins en capitaux extérieurs à 11.8 milliards de dinars (contre une prévision initiale de 9.1 Mds DT dont 0.3 sous forme de dons).

Certes, des ressources extérieures exceptionnelles sont, d'ores et déjà, mobilisées. Elles concernent les facilités accordées par le FMI dans le cadre du nouveau mécanisme d'urgence pour un montant de 745 millions d'euros (équivalent de 2.2 Mds de dinars) et le don de 250 millions d'euros accordé par

⁵⁵ Annonce faite par la BCT lors de la réunion exceptionnelle tenue le 10/4/2020 de son conseil d'administration (réf. La Presse du 14/4/2020)

l'UE (soit près de 750 MDT). De même un nouveau programme de soutien du FMI serait, par ailleurs, assez avancé. Il n'en demeure pas moins que d'importants efforts sont requis pour couvrir le reste des besoins à un moment où l'agence Moody's⁶ vient de placer la notation souveraine de la Tunisie (B2) sous revue à la baisse au cours des 3 prochains mois

8. Le secteur monétaire et financier, de nouveau, soumis à de fortes pressions sous l'effet de l'important resserrement des liquidités

Les indicateurs monétaires relatifs au premier trimestre 2020 prolongent pratiquement la tendance du trimestre précédent avec la tendance baissière du refinancement de la BCT, la quasi-stabilisation de l'encours des bons du trésor assimilables, la consolidation des réserves de change et de la valeur du dinar par rapport aux principales devises étrangères et la tendance haussière des billets et monnaies en circulation.

Encours (MDT)	liquidités	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
31/12/2019	13 513	11 462	13 340	19 358	3.138
31/3/2020	14 356	10 969	13 054	19 893	3.164
Evolution	+ 6.2%	-4.3%	-2.1%	+2.8%	+ 0.8%

D'importants changements sont, cependant, attendus pour le reste de l'année compte tenu des nouvelles urgences dictées par la grave crise que traverse l'économie tunisienne à l'instar des autres pays de la planète.

D'ores et déjà de nombreuses mesures ont été prises par les autorités monétaires et financières pour aider les entreprises à faire face au ralentissement attendu de leur activité économique. Les plus significatifs concernent :

- La baisse du taux d'intérêt directeur de la BCT pour le ramener à 6.75%.
- L'injonction aux banques de la liquidité nécessaire pour faire face aux défis de cette période
- Le report des tombées des crédits en principal et en intérêts échues entre mars et septembre
- L'assouplissement des normes prudentielles pour renforcer la capacité du secteur bancaire à soutenir les entreprises.

D'autres mesures pourraient, par ailleurs, s'imposer compte tenu de l'évolution de la situation économique. Cela aurait, a priori, d'importantes retombées sur les différents paramètres monétaires et financiers particulièrement au niveau du refinancement de la BCT, des ratios relatifs aux créances accrochées, à l'instar de la plupart des autres pays confrontés à la crise sanitaire.

Conclusion

En définitive, l'économie tunisienne, éprouvée par les nombreux problèmes, insuffisances et distorsions qui continuent à entraver son processus de développement, se trouve fortement ébranlée par la nouvelle crise mondiale dont la portée et l'ampleur sont, en fait, de loin, la plus grave récession depuis 1929.

Les indicateurs relatifs au premier trimestre ne reflètent que très partiellement l'impact de la crise sur l'économie tunisienne. Le plus dur est attendu pour les mois ultérieurs dans la mesure où les nouvelles urgences qui s'imposent en matière de préservation des vies humaines et les nouvelles contraintes qui se profilent sur le plan de l'inéluctable ralentissement de l'activité économique se traduiraient,

⁶ Décision prise le 17 avril 2020

nécessairement, par des pressions considérables sur les plans social et financier avec notamment un important rebond du chômage et de la dette publique.

Rien n'est certain tant qu'il n'y a pas de découverte de vaccin et/ ou de médicament pour mettre fin à la crise sanitaire. Dans l'attente, il faut pouvoir gérer les retombées sanitaire, sociale et économique de la crise, qui peuvent changer d'une semaine à l'autre, tout en n'hypothéquant pas l'avenir. Déjà les dernières décisions prises le 17 avril par le Conseil National de Sécurité en matière de maintien du confinement total pour deux semaines supplémentaires auraient de nouvelles retombées sur le paysage économique et social.

C'est dire l'ampleur des efforts requis pour mobiliser tous les moyens, nationaux ou dans le cadre de la coopération internationale, afin de faire face aux sérieuses menaces qui pèsent sur les vies humaines et sur les potentiels de production et d'emploi et en même temps afin de conférer à la société et à l'économie tunisienne davantage de résilience pour faire face aux défis du futur.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : 20 avril 2020

Mots clés : bulletin conjoncture économique du premier trimestre 2020 de la Tunisie ; Forum Ibn Khaldoun

-